



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface.

Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections.

Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques.

Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël, avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France.

Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux

d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien.

Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

La bourse : et nos vies là-dedans ?

Le 21 janvier, De Meo a annoncé qu'il annulait l'entrée en Bourse d'Amper. C'est pourtant pour ça qu'il a complètement démantelé le groupe Renault, désormais explosé en cinq entreprises séparées, chacune étant sommée de « faire du cash » pour ne pas disparaître.

Mais si cette introduction en Bourse n'annonçait rien de bon, son annulation n'a pas de quoi rassurer non plus. Car si Amper n'a pas accès au capital boursier pour financer ses futurs investissements, De Meo compte bien aller le chercher ailleurs. En bloquant nos salaires, en dégradant encore un peu plus nos conditions de travail et en se préparant à tailler dans les effectifs. Sans oublier que son choix de privilégier l'électrique, ça n'est qu'un « scénario où on serait capable, si le marché fonctionne, de rendre Renault une marque complètement électrique à l'horizon 2030 ». En cas d'échec, De Meo nous dit que Renault a bien un « plan B ». Mais un plan qui exclut les 11.000 salariés d'Amper, puisque ce « plan B », c'est « Horse », la création qui a entériné la délocalisation hors de France de toutes les activités thermiques, hybrides et hybrides rechargeables de Renault. Alors, préparons-nous à défendre nos emplois, nos salaires et nos conditions de travail.

Psa : une vague de colère pour continuer à disposer de ses congés

Cette année pour des raisons de rentabilité, la direction a tenté d'imposer dans les usines de PSA deux semaines de congés accolées en été – le minimum légal – au lieu de trois. Et cela, grâce à un accord pourri signé par tous les syndicats, à l'exception de la CGT et de Solidaires. Pour cette direction, il faut en finir avec le temps de se reposer et de récupérer, de profiter de temps en famille, de retourner au pays pour les travailleurs immigrés. Pour elle, il s'agissait d'enfoncer dans le crâne des travailleurs que leurs congés payés ne leur appartiennent plus, qu'elle peut en disposer à sa guise, en fonction des aléas de sa production, souvent imprévisibles..

Heureusement, une vague de débrayages à Caen, Hordain, Sochaux, Mulhouse, Rennes et Poissy a contraint la direction à reculer : il y aura finalement trois semaines de congé cet été. Même si tou.tes savent que la direction reviendra à la charge, preuve est faite que la grève reste pour les travailleurs le meilleur moyen de se faire entendre et respecter.

Colère paysanne : le feu couve encore

Mardi, à Paris, manifestaient des producteurs de lait, signe d'un incendie qui couve encore. En janvier, le gouvernement s'est contenté de quelques miettes et de reculer sur les pesticides. Et les principaux syndicats agricoles ont sifflé la fin de la mobilisation. Mais les problèmes de fond sont toujours là. Le prix auquel les coopératives et

autres industries agroalimentaires leur achètent leurs productions est en dessous du coût de production. Pourtant le consommateur paie au prix fort les produits alimentaires. Le tout alimente les profits de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire. Dans ces conditions, même avec les aides publiques, beaucoup de paysan.nes ne font que « survivre », écrasés.es en outre par d'énormes dettes dues aux banques. Bien que n'étant pas « salarié.es », ils et elles ne sont qu'un maillon de l'organisation capitaliste de la chaîne alimentaire, dont ne profite qu'une minorité d'entre eux et elles. Pour l'essentiel du monde paysan, comme pour l'essentiel des salarié.es, pour « vivre et non survivre », il n'y a pas d'espoir à long terme sans une remise en cause radicale de la logique capitaliste de fonctionnement de l'économie.

Le droit au logement : bafoué plus que jamais

1954-2024 : 70 ans après le cri de l'abbé Pierre, la Fondation du même nom estime à 330.000 le nombre de sans-abri, et il y a plus de 500 morts de la rue par an, selon le Collectif « Les Morts de la rue ». Les logements indignes sont légion, les marchands de sommeil prolifèrent, la production de logements à loyer accessible au plus grand nombre s'effondre. Ce qui n'empêche pas que depuis six ans, le gouvernement pompe chaque année 1,7 milliard sur les finances des HLM. Autant de ressources en moins pour construire alors qu'il faut en même temps procéder à la rénovation énergétique du parc existant. Pour aggraver le tout, alors que 2,5 millions de gens sont en attente de logement social, Attal annonce vouloir intégrer les logements intermédiaires (à loyer plus élevé que les HLM) dans le quota des 25 % de logements sociaux obligatoires : autant de logements en moins pour les plus pauvres. Cerise sur le gâteau, Attal veut donner aux maires le droit de choisir à qui seront attribués les nouveaux logements sociaux construits dans leur commune. Autant dire que l'avenir promis aux plus démunis, c'est la rue, les taudis, ou les quartiers ghettos

Soirée de solidarité avec la Palestine

Projection du court-métrage " THE KEY "

suivie d'un débat

sur le Droit au Retour des réfugiés Palestiniens

Mardi 20 février 2024 - 18h30

Maison des Associations - Elbeuf

À l'initiative de France Palestine Solidarité Elbeuf

Avec le soutien de:

-Collectif antiraciste ASTI Elbeuf, FSU 76, UL CGT Elbeuf
- LFI, NPA, PCF

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN

nparouen.communique@gmail.com

www.facebook.com/NPAaggloRouen

www.instagram.com/npa_rouen_agglo